

D 851 CHILI: LETTRE DE SYNDICALISTES A PINOCHET

Le 31 janvier 1983, en pleine période de grandes vacances, 1.197 dirigeants syndicaux ont adressé une lettre ouverte au général Pinochet, président de la République.

Les signatures du texte, que nous donnons ci-dessous, représentent 50 % du mouvement syndical. Parmi les signataires on retrouve les membres de la "Coordination syndicale nationale" créée en 1975 et auteurs de la "plate-forme nationale de revendication syndicale" de 1981 (cf. DIAL D 746).

Dans le contexte de la récession économique catastrophique du Chili, avec 30 % de taux de chômage et une dette extérieure extrêmement lourde, c'est un constat de rupture nationale que font les syndicalistes.

La proposition de référendum qu'ils adressent au chef de l'Etat, sur la continuation ou non du régime en place, ne sera évidemment pas retenue par le général Pinochet. Celui-ci aura beau jeu de rappeler que ce référendum a déjà eu lieu le 11 septembre 1980 pour l'adoption de la "Constitution de la liberté" (cf. DIAL D 662). La proposition des syndicalistes se veut, pour le moins, une affirmation de dignité nationale pour les victimes économiques, sociales et politiques du régime militaire actuel.

Note DIAL

LETTRE OUVERTE AU GÉNÉRAL PINOCHET

Santiago, le 31 janvier 1983

Monsieur le Président,

Face à la crise économique irréversible que traverse le pays, devant l'impossibilité de faire entendre notre voix et d'obtenir un écho à nos cris, nous nous permettons, en tant que dirigeants syndicaux soussignés, de vous adresser cette lettre ouverte pour vous faire connaître, en tout respect mais avec la franchise et dans le langage propre aux travailleurs chiliens, l'opinion que nous avons de votre gouvernement, le gouvernement des Forces armées et de l'ordre.

Jamais dans son histoire de nation libre et souveraine le Chili n'a affronté une crise aussi grave et profonde que celle que nous connaissons aujourd'hui. Neuf années d'autoritarisme en politique et de libéralisme effréné en économie ont, pour la grande majorité des Chiliens et en particulier des travailleurs, représenté ce que nous détaillons ci-après.

- La perte de la liberté politique et des organisations à travers lesquelles nous trouvions notre expression nationale et apportions notre contribution à la grandeur de la patrie. Nous estimons techniquement qu'il n'est ni permis ni convenant de gouverner le pays dont les institutions politiques et sociales sont en état permanent d'interdiction ou sous de vagues états d'urgence.

- La perte de la sécurité individuelle par suite des agissements secrets et arbitraires d'organismes opérant en marge de la loi et sans contrôle de la justice. Comme Chiliens nous vivons prisonniers de la peur et des menaces.

- La perte de l'emploi, comme résultat d'une politique économique radicale, aberrante et antichilienne, laissant en héritage un chômage réel supérieur à 30 %, qui touche plus d'un million d'hommes et de femmes. Il faudra des lustres pour revenir au niveau traditionnel de 5,6 % de chômage accompagnant un rythme accéléré de croissance, chose que nous n'attendons pas.

- La perte de la capacité de création et d'extension des entreprises, en raison d'une politique inadaptée qui favorise le producteur étranger. Plus de deux mille entreprises, de toutes tailles, ont fait faillite dans les dernières années et plus de mille sont en instance auprès des organismes administratifs appropriés.

- La perte d'importantes valeurs éthiques de la société, suite à l'implantation d'un "modèle socio-économique" fondé sur l'individualisme, le profit, la concurrence effrénée et le consumérisme aliénant, toutes choses étrangères à notre réalité.

- La perte de la solvabilité internationale du Chili, en conséquence d'une dette extérieure avoisinant les dix-huit milliards de dollars, somme qui n'a pas été investie en biens de production mais est allée en toute sécurité dans les coffres individuels de banques étrangères, et dette dont le service exige l'effort et le sacrifice de plusieurs générations à venir. Chaque Chilien, y compris chaque nouveau-né, a ainsi une dette de plus de mille six cent dollars auprès de banques ou d'organismes internationaux.

- La perte de l'identité nationale, car les relations interpersonnelles sont marquées par un contexte de doute et de peur; et les valeurs telles que l'amitié, la solidarité, l'austérité et la joie saine, caractéristiques de notre peuple, ont cédé la place à la méfiance, à l'individualisme, au gaspillage et à l'ostentation, à la tristesse et au désespoir.

- La perte de notre droit d'être les acteurs de la vie nationale, et d'avoir accès aux décisions qui, dans les petites comme les grandes choses, concernent chacun de nous et de nos représentants. Nous sommes aujourd'hui près de onze millions de Chiliens marginalisés, spectateurs d'un désastre provoqué en dehors de nous. Il est moralement inacceptable de prétendre que "nous nous sommes tous trompés", car jamais, comme travailleurs, nous n'avons accepté le modèle socio-économique implanté par les économistes de l'école de Chicago; de même avons-nous constaté que des économistes en désaccord ont été pour cela qualifiés de "fumistes". De toute façon, ce sont les responsables de la crise actuelle, imputable pour un tiers seulement à la récession mondiale, qui doivent rendre compte de leurs actes.

- La perte de notre droit d'être consultés par les gouvernants, puisque c'est de notre sort et de notre avenir qu'il s'agit. Au lieu de cela, on nous a condamnés sans appel à supporter le poids des erreurs commises par ceux qui ont fait fi de la capacité de jugement du peuple chilien.

- La perte de l'espoir en un avenir meilleur, par la vérification que l'autoritarisme persiste dans des voies ayant mené à l'échec et aggravant jour après jour la crise actuelle. Il semble que "le chant des sirènes" des mentors de l'échec a été plus fort que la réalité crue. On nous a demandé des sacrifices pour "sauver" une économie détruite. On a pour cela bloqué les contrats collectifs, le droit de pétition, le droit de négociation collective, les organisations syndicales, etc. Aujourd'hui, on nous impose de nouveaux sacrifices parce que les responsables se refusent obstinément à reconnaître leurs erreurs et à abandonner les leviers du pouvoir qui leur ont permis d'appliquer sans contrepartie, par la force et la coercition, des "recettes" dogmatiques qui n'ont eu nulle part de résultats positifs. Est-il moralement juste que, comme travailleurs, nous continuions éternellement à faire des sacrifices, en payant ainsi les erreurs d'idéologues fanatiques et extrémistes, réfractaires à nos traditions et à notre tempérament?

- La perte de confiance de notre part envers ceux qui, de par leur condition sociale et leur rôle historique, ont dû gouverner conjointement avec les groupes majoritaires de la nation que sont le peuple travailleur, la classe moyenne des chefs d'entreprises, les techniciens et les professions libérales; mais qui se sont plongés dans les méthodes et les objectifs d'une minorité avide de pouvoir et d'argent, parfaitement étrangère aux intérêts nationaux les plus authentiques.

Après neuf années de gouvernement militaire, le pouvoir d'achat de nos rémunérations n'est plus que de 85 % de ce qu'il était en 1970. Le produit national brut n'est plus que de 86 % de ce qu'il était en 1970. Et le taux de chômage dépasse de 24 % (950.000 travailleurs) celui de 1970. Et on dit qu'à cette époque c'étaient des gouvernements "d'hommes politiques ratés"!

Suite à neuf années de gouvernement militaire, nous pouvons vérifier que la propagande a jeté sur nous un manteau de mensonge et d'illusion, en qualifiant de "miracle chilien" une folie de consommation financée par des crédits étrangers que tous les Chiliens auront à rembourser; en qualifiant de "démocratie" un système politique où, seule, prime la volonté d'un homme puisque "on ne peut bouger un seul papier sans son autorisation"; en qualifiant de "patriotes" les seuls gens soumis aux positions officielles et, par conséquent, grands responsables de la situation en vigueur; en qualifiant de "nationalisme" un système qui a abandonné nos richesses au capital étranger et qui a détruit tout effort créateur chez les chefs d'entreprises et les travailleurs chiliens; en qualifiant de "liberté syndicale" un système qui a détruit notre organisation et rompu l'équilibre dans les relations du travail, en restreignant nos droits et conquêtes, en emprisonnant et exilant nos dirigeants, en livrant notre sécurité sociale aux manipulations spéculatives et arbitraires des grands groupes économiques; en qualifiant de "politique bancaire" un système dans lequel les dettes des grands groupes économiques, enregistrées sous le nom d'aides au change, d'interventions bancaires, de remises de dettes comme dans le cas CRAV, sont en fait payées avec les impôts versés par tous les Chiliens.

Personne ne peut nier que nous vivons aujourd'hui dans un pays industriellement détruit, étranglé par les dettes et soumis à la pire crise de son histoire; sans libertés, sans espoirs et avec la faim qui frappe impitoyablement les foyers modestes et qui menace, à titre de phantasme, les couches sociales hautes et moyennes; avec des milliers et des milliers de Chiliens en exil, dont nombre d'entre eux malades; avec une société profondément divisée, angoissée et violentée par les circonstances qui l'affectent. Nous pourrions dire que nous vivons dans un autre Chili, différent et loin de celui que nous

avons connu et appris à aimer. Parfois nous ne nous sentons rattachés que par la langue à cet "autre Chili", le Chili d'aujourd'hui; mais nous ne nous sentirons jamais en accord avec la réalité qui lui a été faite par la force.

Personne ne peut nier que la responsabilité de la situation actuelle retombe exclusivement sur le gouvernement, lequel a exclu les Chiliens de toute collaboration ou participation et a donc assumé, de par lui seul, les succès ou les échecs du modèle politico-économique. Il faudrait n'avoir jamais placé nos Forces armées et de l'ordre dans une situation de telle solitude et de telle compromission!

Affrontés comme travailleurs chiliens et avec nos organisations syndicales à la terrible situation que connaît le Chili, nous disons en toute responsabilité: il y a une voie qui conduit à une vie meilleure. C'est la voie de la liberté, de la justice, de la solidarité, du respect mutuel, du consensus, de l'humilité, de l'effort partagé. Sans liberté il n'y a pas de démocratie; et sans démocratie il n'y a pas de paix. Sans justice il n'y a qu'esprit de revanche ou répression. Sans solidarité il n'y a qu'individualisme et lutte des classes. Sans respect mutuel il n'y a que haine et sectarisme. Sans consensus il n'y a qu'affrontement et destruction. Sans humilité il n'y a que superbe et imposition. Sans effort partagé il n'y a pas de motivation pour affronter les difficiles années à venir.

Pour toutes ces raisons, et en faisant usage du droit de pétition que reconnaît la Constitution, nous venons vous demander de faire appel à la consultation des citoyens par le biais d'un référendum libre, secret et circonstancié sur la question de la continuation ou non du régime actuel. Les éléments et la préparation de cette consultation seraient confiés à une commission paritaire, gouvernement et opposition, de manière à éviter des fraudes éventuelles et des disqualifications futures, en garantissant parallèlement et à égalité le droit d'accès aux médias, en reconnaissant un large droit de réunion, et en abrogeant au préalable les états d'urgence et d'exception.

Avec nos salutations distinguées.

(Suivent 1.197 signatures de dirigeants syndicaux)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

D 852 ARGENTINE: CINQ ENFANTS DISPARUS LOCALISÉS

Dans la question des disparus politiques d'Argentine (cf. DIAL D 830), le cas des enfants disparus fait l'objet des attentions de l'association "Grands-mères de la place de mai". Estimés à une centaine en 1979 (cf. DIAL D 553), les enfants disparus recensés s'élèvent aujourd'hui à 114, sans compter ceux déjà retrouvés. Car le fait nouveau - et heureux - est la localisation de quelques-uns de ces enfants disparus: 2 en août 1979, par le Comité de défense des droits de l'homme pour le cône sud de São Paulo; 2 autres en mars 1980, par les soins des Grands-mères de la place de mai; et enfin, le 15 mars 1983, 5 autres encore dont les noms sont donnés (sauf 1) dans le communiqué ci-dessous publié par les Grands-mères de la place de mai.

Par ailleurs, suite aux déclarations du général Camps (cf. DIAL D 844) précisant que la petite Clara Anahi Mariani avait été tuée en compagnie de ses parents en 1976, les Grands-mères de la place de mai ont, le 16 février 1983, déposé une plainte en justice contre le général pour dissimulation du fait par les autorités.

Note DIAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Grands-mères de la place de mai font savoir que cinq des enfants disparus ont été récemment localisés, après six années de recherches intensives menées par cette association et les familles de ces enfants.

Les demandes appropriées ont été présentées aux différentes autorités militaires, lesquelles n'ont jamais fourni de réponse; aux ministères concernés; aux juges de tutelles; aux institutions abritant des enfants; à la justice et à la Cour suprême de justice de la nation, laquelle s'est déclarée incompétente en 1978 et en 1980; à l'Eglise, etc.

Les cinq enfants désormais localisés sont: Sebastián Rosenfeld, né en captivité et maintenant âgé de 4 ans; Ana Laura Hisi, disparue à l'âge de 7 mois et aujourd'hui âgée de 7 ans; Humberto Ernesto Colanti Francisetti, à l'époque âgé de 2 ans et aujourd'hui de 8 ans; ainsi que sa petite soeur Noemi Elena Francisetti, alors âgée de 8 mois et aujourd'hui de 6 ans. Enfin, un enfant dont le nom est tu en raison de son âge.

Auparavant, en 1980, nous avons déjà localisé deux petites soeurs déjà adoptées: Tatiana Ruarte Britos et Laura Malena Jotar Britos, respectivement âgées maintenant de 9 et 5 ans (1).

A l'heure actuelle notre groupe de Grands-mères de la place de mai continue de réclamer la restitution de 114 enfants disparus, étant donné que s'ajoutent continuellement des dénonciations de cas qui n'ont pas été faites au moment des faits.

Nous insistons pour dire que le gouvernement militaire doit restituer tous les enfants disparus à leurs familles légitimes, car il sait où se trouve chacun d'eux. Les cas d'aujourd'hui font l'objet d'enquêtes sur ordre du juge Marquardt, suite à notre demande; et hier nous avons remis en mains propres à Mgr Justo Laguna la documentation sur tous les enfants disparus.

Buenos-Aires, le 15 mars 1983

Grands-mères de la place de mai

Maria I. Ch. de Mariani
présidente

Estela B. de Carlotto
vice-présidente

(1) En août 1979, par ailleurs, le groupe Clamor de São Paulo localisait à Valparaiso du Chili deux frère et soeur de 6 et 4 ans: Anatole Boris Julien Grisona et Eva Lucia Julien Grisona. Ils avaient été abandonnés sur la place O'Higgins de Valparaiso le 25 décembre 1976, trois mois après leur enlèvement à Buenos-Aires en Argentine (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel : France 260 F -Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441